



Observatoire de l'Entrepreneuriat

GREEN BUSINESS

ECONOMIE VERTE

L'économie verte est l'ensemble de l'activité économique générée « par toutes les entreprises qui produisent des biens et services contribuant à éviter, réduire ou supprimer des nuisances pour l'environnement ».

Cette définition s'applique par exemple aux entreprises de traitement des déchets ou des eaux usées, au domaine de l'insonorisation des bâtiments, ou aux producteurs d'énergie renouvelable.

En 2006, l'Allemagne détenait une part de 16,1 % du marché mondial des biens contribuant à la protection de l'environnement, ce qui en faisait le numéro un, selon le ministère allemand de l'Environnement, et quelque 1,8 million d'Allemands, soit 4,5 % du total des salariés du pays, travaillent dans des entreprises produisant des biens et services liés à la protection de l'environnement.

FINANCE CARBONE

La finance du carbone est une branche de la finance développée, découlant des mécanismes de marché inclus dans le Protocole de Kyoto. L'objectif est de réduire dans l'atmosphère les émissions de gaz à effet de serre, en favorisant des investissements financiers dans des techniques moins polluantes.

La finance du carbone est née d'une jonction entre les domaines de l'environnement et de l'énergie. Ces deux secteurs sont amenés à se développer au cours des années à venir. Dans un contexte d'accroissement de la demande énergétique mondiale, ainsi que du prix des ressources naturelles, la finance du carbone a pour objectif de diminuer la dépendance aux énergies fossiles, et notamment la dépendance au pétrole. La prise de conscience de l'impact du développement humain sur l'environnement est une nécessité révélée par des changements visibles dont les impacts économiques peuvent s'avérer dommageables à la prospérité collective, et à la création de richesse à l'échelle planétaire.

La période d'éclosion de la finance du carbone coïncide avec la mondialisation des échanges commerciaux et le développement du commerce électronique. L'ère de l'information induite par l'usage répandu d'internet, permet l'établissement d'un réseau planétaire d'échange de crédits-carbone visant à unir les efforts menés sur l'ensemble du globe afin de combattre un problème planétaire, celui du réchauffement climatique. La finance du carbone est le fruit de la nouvelle économie qu'est l'économie du savoir.

Principe

Une entreprise A et une entreprise B se voient chacune attribuer par le gouvernement un quota d'émission de gaz à effet de serre. L'entreprise A n'ayant pu réduire ses émissions à un niveau voulu, devra acheter des crédits d'émission provenant d'une entreprise B, qui a investi afin de réduire ses émissions. L'entreprise B se voit financièrement récompensée pour son effort environnemental alors que l'entreprise A, se voit pénalisée selon le principe du pollueur-payeur.

Les mécanismes de la finance du carbone permettent un résultat global à un coût inférieur à ce qui aurait été requis pour des investissements dans des secteurs où les technologies propres sont moins développées ou plus dispendieuses.

Il existe plusieurs bourses du carbone, Euronext (Powernext), l'Intercontinental Exchange, le Chicago Climate Exchange ainsi que l'European Climate Exchange. La Bourse de Montréal s'appête aussi à lancer son marché climatique, en 2008.

Selon la Banque mondiale, la valeur du marché du carbone était de 11 milliards de dollar US en 2005, la première année de négociation du EU ETS. Le marché est évalué à 30 milliards de dollars pour l'année 2006, et est estimé à 60 milliards de dollars pour l'année 2007. Le marché du carbone est un des secteurs connaissant la plus forte croissance. D'ici 2020, le marché mondial du carbone pourrait atteindre 565 milliards de dollars US selon Point Carbon, une entreprise de recherche spécialisée d'Oslo.

Changements climatiques

Selon le GIEC, les émissions de carbone, venant principalement des énergies fossiles, doivent être stabilisées d'ici 2015 et ensuite réduites. Faut de quoi, les conséquences pourraient être désastreuses, selon le président du GIEC, Rajendra Kumar Pachauri. Déjà, dans la situation actuelle, dès 2020, entre 75 et 250 millions de personnes en Afrique souffriront de pénurie d'eau, les habitants des mégapoles d'Asie seront menacés par les inondations des rivières et de la hausse du niveau de la mer, nombre d'espèces vont disparaître en Europe, et l'Amérique connaîtra des vagues de chaleur torrides. La conférence de l'ONU organisée à Bali, en Indonésie du 3 au 14 décembre 2007, doit lancer les négociations pour un nouvel accord international sur la réduction des gaz à effet de serre, en remplacement du protocole de Kyoto, expirant en 2012.